



**HAL**  
open science

# Ville et campagne : paradoxes et contradictions du système socio-économique de l'Espagne de la seconde partie du XVIIIe

Marc Marti

► **To cite this version:**

Marc Marti. Ville et campagne : paradoxes et contradictions du système socio-économique de l'Espagne de la seconde partie du XVIIIe. Jean-Pierre Sanchez. Editions du Temps, pp.35-60, 1997, Jean-Pierre Sanchez. halshs-00567793

**HAL Id: halshs-00567793**

**<https://shs.hal.science/halshs-00567793>**

Submitted on 21 Feb 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Ville et campagne: paradoxes et contradictions du système socio-économique de l'Espagne de la seconde partie du XVIIIe

Marc Marti, , Université de Nice, CIRCPLES, EA 3159

## Introduction

Le XVIIIe siècle est pour l'Espagne le siècle de la reprise, où selon les termes de Pierre Vilar «les facteurs de décadence s'effacent<sup>1</sup>». Dans la deuxième partie du siècle, l'essor économique amorcé plusieurs dizaines d'années auparavant va mettre à jour et amplifier des paradoxes et des contradictions dans le système socio-économique. Il est évident que la plupart de ces phénomènes existaient ou étaient latents lors des années précédentes, mais ils se retrouvent propulsés au premier plan lors de la période que nous nous proposons ici d'analyser.

La poussée démographique servira de point de départ, à la fois cause et conséquence de l'essor. Elle va créer de nouveaux équilibres régionaux et modifier la morphologie des centres urbains. Un courant migratoire de la campagne vers la ville va s'établir.

Mais rapidement, cette immigration va poser problème: sécurité publique, pratique de la charité seront remises en cause.

Les explications du mouvement migratoire sont cependant ailleurs, profondément enracinés dans un monde rural et une agriculture où dominent des structures inégalitaires, génératrices de pauvreté. Une inégalité qu'amplifiera la conjoncture économique, pourtant favorable à l'essor de la production agricole.

En effet, cet essor bénéficie en dernier ressort à la minorité privilégiée et propriétaire et donc à la ville, grâce à des mécanismes monopolistiques de commercialisation —en partie de fait et en partie de droit.

Les ministres éclairés essaieront cependant de briser ce processus en supprimant la taxation du blé et en décrétant le libre commerce. L'échec sur le terrain de la mesure illustre parfaitement les paradoxes du système socio-économique de cette fin du XVIIIe.

## 1. L'essor démographique et ses particularités

### 1.1. Le poids du nombre

La période se caractérise par une augmentation certaine de la population espagnole. Le phénomène s'explique globalement par une conjoncture favorable. La fin des grandes guerres européennes qui avaient saigné la péninsule de ses hommes, l'opportunité de conquérir des espaces agricoles encore vierges, conjuguées à la reprise économique (à la fois cause et

---

<sup>1</sup>Pierre Vilar, *Histoire de l'Espagne*, PUF, 1983, p 41.

conséquence) favorisent la croissance démographique tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais biologiquement, c'est encore, comme aux époques précédentes, la hausse des naissances et non la baisse de la mortalité qui explique le phénomène. Pérez Moreda fait justement remarquer que le mariage et les naissances sont les plus sensibles aux facteurs conjoncturels<sup>2</sup>. La mortalité ne varie que très peu et de façon beaucoup moins élastique. La population s'accroît donc naturellement, avant les progrès de la médecine et de l'hygiène (qu'il vaudrait mieux situer au XIX<sup>e</sup> siècle, et encore dans sa deuxième partie). C'est toujours à un régime démographique d'ancien type auquel nous avons affaire, régime qui finit toujours par être globalement excédentaire, grâce au « poids du nombre »<sup>3</sup>, et aux variations de taux de nuptialité et de fécondité, et ce, malgré les hausses brusques des décès enregistrées localement.

De nombreux recensements furent réalisés au cours de la période qui nous intéresse. Les données brutes sont inexactes mais permettent cependant d'avoir un ordre de grandeur acceptable sur la population. En données corrigées, l'Espagne serait passée de 7,5 millions d'habitants en 1700 à 9,8 millions à la moitié du siècle pour atteindre les 12 millions en 1808<sup>4</sup>.

Au bout du compte cependant, malgré cet essor humain, l'Espagne accumule un retard important vis-à-vis de ses voisins européens. A la fin du XVIII<sup>e</sup>, avec sa population de 10 à 11 millions d'habitants pour une densité d'environ 22 habitants/km<sup>2</sup>, elle fait figure de nain face aux géants que sont la France (27 millions et 53 habitants/km<sup>2</sup>), (23 millions et 62 habitants/km<sup>2</sup>), l'Angleterre (16 millions et 64 habitants/km<sup>2</sup>) ou même plus modestement l'Italie (15 millions et 50 habitants/km<sup>2</sup>). Cette comparaison nous éclaire d'autant mieux sur les préoccupations populationnistes de la majorité des économistes du XVIII<sup>e</sup>, qui rêvent tous d'une population plus nombreuse pour la péninsule.

## 1.2. Une nouvelle donne

Cependant, les disparités régionales et locales sont importantes.

D'abord, on constate que la population de la périphérie croît bien plus vite que celle de l'intérieur. Entre 1717 et 1797, Valence et Murcie par exemple connaissent des augmentations proches de 100%; d'autres régions comme l'Aragon ou les deux Castilles n'augmentent que de 30 à 35%, l'Extrémadure voit sa population s'accroître d'à peine 6,5% . Par ailleurs, les régions centrales semblent avoir progressé plutôt durant la première partie du XVIII<sup>e</sup>. La forte hausse de la périphérie s'explique à la fois par le niveau initial très bas et les espaces vierges à occuper. Le XVIII<sup>e</sup> est un tournant dans l'histoire de la démographie espagnole: pour la première fois, la périphérie va prendre le dessus sur le centre, un essor démographique qui doit autant à la

---

<sup>2</sup>Pérez Moreda, Vicente, *Las crisis de mortalidad en la España interior. Siglos XVI-XIX*, Madrid, 1981., p. 53.

<sup>3</sup>Le terme est employé par Fernand Braudel dans le premier tome de *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 1979.

<sup>4</sup>Voir Marti, Marc, *Ville et campagne dans l'Espagne des Lumières (1746-1808)*, Saint Étienne, Publications de l'Université de Saint Étienne, Cahiers du Grias, 1997, p 21 sq.

croissance biologique qu'aux migrations internes. Les périphéries, dont Barcelone est l'éclatant exemple de réussite, vont drainer de plus en plus d'hommes vers elles<sup>5</sup>.

Tout comme les zones côtières, la majorité des villes vont connaître un accroissement plus ou moins important mais certain, bien que les tailles atteintes par certaines puissent aujourd'hui nous sembler bien modestes —seule une quarantaine de *ciudades* avaient plus de 10 000 habitants en 1787. Les quinze plus grandes regroupaient environ 600 000 habitants, soit 6% de la population totale. Les zones les plus urbanisées —pour des raisons historiques et économiques— étaient le Centre, le Sud et le Levant. Sur l'ensemble du territoire, environ 20% de la population vivait en ville.

Dans l'espace urbain, les naissances sont, pour des raisons évidentes —manque de place, taux plus élevé de célibataires— bien moins importantes qu'à la campagne. En fait, la population urbaine doit sa croissance pour une grande part à l'arrivée régulière d'immigrants ruraux<sup>6</sup>. Ce flux migratoire peut, en gros, être divisé en deux types.

### 1.2.1. L'émigration régulière

L'immigration régulière est une immigration économique. Elle dépend presque directement des possibilités de la ville et concerne en général des gens ayant un petit pécule et venus tenter leur chance ou tout simplement attirés par de forts salaires et des emplois rémunérateurs. Les salaires, plus élevés qu'en province, exerçaient un attrait non négligeable. Par exemple les différences entre ceux de Léon et de Madrid allaient du simple au quadruple. Il semble que l'on retrouve ce phénomène dans tous les centres urbains au cours des périodes économiques favorables. Le travail proposé diffère cependant suivant l'endroit où l'on se trouve.

A Madrid, ce fut surtout la croissance de la demande de services (domesticité) due à l'installation de fonctionnaires et de riches familles attirées par l'éclat de la vie à la *Corte* qui provoqua l'afflux d'immigrants. Les chantiers de construction —privés ou publics— étaient un autre pôle d'attraction important. L'évolution dans le temps montre que l'influence progressive exercée par Madrid a modelé l'immigration madrilène, non seulement son volume, mais aussi sa diversité régionale. Le phénomène, qui au départ était essentiellement masculin, se féminise à partir de la seconde partie du XVIII<sup>e</sup><sup>7</sup>. Des régions comme les Asturies et la Galice, qui avaient connu des augmentations de population considérables, contribuèrent grandement à l'extension géographique de l'immigration madrilène<sup>8</sup>. La présence d'immigrants modifiait la structure de la population urbaine: elle est plus âgée, et possède un taux de masculinité et de célibat plus élevé que la moyenne, qui met en valeur le caractère économique du phénomène de croissance.

---

<sup>5</sup>Voir Pierre Vilar, *La Catalogne dans l'Espagne Moderne*, SEVPEN, 1962

<sup>6</sup>Voir Marc Marti, *Op. cit.*, p 67 sq.

<sup>7</sup>Voir María Carbajo Isla, «La inmigración a Madrid (1600-1850)», in *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, n°32, 1985, p. 67 sq.

<sup>8</sup>Dans les sondages réalisés par María Carbajo Isla, *ibid.*, p. 85, ces deux régions sont les plus représentées après les deux Castilles.

Le cas de Barcelone est un peu différent. Dans sa «banlieue», qui regroupe déjà des activités industrielles, des villages se transforment en bourgs, doublent, triplent, quadruplent voire quintuplent leur population. Entre 1718 et 1787, la densité de la région barcelonaise passe de 238 à 816 habitants par kilomètre carré. Les briqueteries, les moulins, les fabriques d'indiennes sont autant de pôles d'activités qui absorbent une partie des immigrants venus de l'arrière-pays et presque toujours de la campagne. Le nombre d'habitants progresse aussi dans l'enceinte de la ville, mais proportionnellement moins vite que dans les zones périphériques<sup>9</sup>. Pierre Vilar distingue deux périodes. Entre 1750 et 1780 les villes et les bourgs ont connu d'importantes arrivées d'immigrants. C'est aussi le moment où des catalans, souvent les cadets mis à l'écart par le système de l'*hereu* (droit d'aînesse), n'hésitent pas à émigrer vers d'autres régions, et les colonies de la Sierra Morena en particulier. Après 1780, les choses évoluent, les campagnes n'arrivent plus à satisfaire l'appétit de main-d'œuvre des villes catalanes comme en témoigne la forte hausse des salaires urbains (due aussi, en partie, à l'augmentation du prix des denrées de subsistance)<sup>10</sup>.

L'exemple de Logroño enfin, qui au XVIII<sup>e</sup> est une petite ville orientée vers la production viticole. Entre 1751 et 1770, elle connaît une immigration importante par rapport à sa population<sup>11</sup>. Le solde migratoire était en étroite relation avec l'augmentation de la superficie viticole qui, par des défrichements en majorité illégaux, était passée de 31% à 36% de la surface cultivée. La vigne et le vin furent donc les principaux stimulants du marché du travail et de l'immigration au cours de ces deux décennies. Les immigrants étaient issus, dans leur grande majorité, des villages limitrophes. Mais le phénomène eut une portée réduite. Les années suivantes, on note déjà une timide émigration qui s'accroît vers la fin du siècle avec la crise du vignoble (surproduction et difficultés d'exportation). L'arrachage de certaines parcelles remplacées par du blé (moins exigeant en main-d'œuvre) accéléra le mouvement d'émigration et confirma la stagnation démographique de la ville<sup>12</sup>.

Ces trois exemples illustrent parfaitement le phénomène de l'immigration régulière.

### 1.2.2. L'errance de crise

Ce deuxième courant d'émigration est plus sporadique, c'est «l'errance de crise<sup>13</sup>». Il est en général lié à la récolte de grains. Dès que la faim se fait sentir dans les campagnes, les

<sup>9</sup>Pierre Vilar, *Op. cit.*, pp. 62-63, t 2.

<sup>10</sup>Pierre Vilar, *Ibid.*, p. 108, t 2.

<sup>11</sup>Alonso Castroviejo, Jesús Javier, *Problemática agraria y solución burguesa, Logroño, 1750-1833*, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 1991, p. 55. Au cours de ces vingt années, la ville connaît une croissance annuelle de 0,81%. Les immigrants représentent 491 personnes soit 54,4% de l'excédent total de population, (Logroño dépassait à peine les 6 000 habitants en 1751).

<sup>12</sup>Alonso Castroviejo, *Ibid.*, p. 55, note une émigration de 65 personnes entre 1770 et 1787 et de 103 personnes entre 1788 et 1803.

<sup>13</sup>Anne-Marie Piuy, in *Villes et Campagnes XV-XXe siècle*, Centre d'Histoire économique et sociale de la région lyonnaise, Lyon, Presses Universitaires, 1977, p 21.

pauvres affluent vers la ville, espérant y trouver un travail ou au moins de quoi subsister en mendiant ou en profitant de la soupe populaire. La ville se transforme en un refuge pour les pauvres errants. On peut y mourir de faim, certes, mais plus difficilement qu'en campagne.

La fin du siècle, à cause de mauvaises récoltes, verra augmenter fortement cette errance de crise. Les sondages réalisés par Jacques Soubeyroux montrent que la majorité des pauvres vagabonds (70%) était, à Madrid, constituée par des étrangers, des provinciaux, qui étaient venu grossir les rangs des classes urbaines paupérisées. Plus de la moitié d'entre eux étaient castillans (55%)<sup>14</sup>. La ville n'était donc pas une «fabrique de pauvres<sup>15</sup>» mais plutôt un «aimant». C'est à la campagne que revenait le triste rôle de créer la majorité des pauvres.

Face à ces phénomènes migratoires réguliers et cycliques, les villes réagiront de différentes façons

## 2. La ville: charitable, répressive, accueillante

L'arrivée des immigrants dans les agglomérations soulève de nombreuses difficultés et provoque différentes attitudes. Ce problème complexe de la position de la ville —et par conséquent des classes dirigeantes— face à la pauvreté errante a été étudié pour Madrid par Jacques Soubeyroux. Lorsqu'il s'agit de pauvres, que ce soit en temps de crise ou en temps normal d'ailleurs, l'intégration par le travail est difficile. «Quelle que soit leur origine, les immigrants viennent donc pour la plupart grossir les rangs du bataillon des mendiants de la capitale<sup>16</sup>». L'attitude vis-à-vis du pauvre se modifie au cours du XVIII<sup>e</sup>. En ville on les accuse essentiellement de deux choses: subversion et fainéantise. Et l'on essaie de s'attaquer à une des raisons qui attire les pauvres dans l'enceinte urbaine: la pratique de la charité.

### 2.1. La sécurité publique

Le pauvre donc, sans être totalement condamné, devient fortement suspect, il fait peur, surtout depuis les troubles de 1766. D'ailleurs, le *Motín de Esquilache* n'est pas une exception. Les émeutes dans l'enceinte urbaine —dont l'origine est pratiquement toujours alimentaire— avaient pour principaux protagonistes les classes urbaines humbles et les pauvres. L'image du pauvre est associée à la délinquance: «Málaga fourmille de mendiants (sic) et les assassinats sont une chose très commune dans cette ville<sup>17</sup>» peut-on lire dans le guide de voyage de consacré à

<sup>14</sup>Jacques Soubeyroux, *ibid.*, pp. 116-117.

<sup>15</sup>C'est l'expression employée par Anne-Marie Piuy, *Op. cit.*, p. 21: «[...] la ville ancienne est une grande fabrique de pauvres». Nous pensons qu'il convient de la nuancer, car ce sont avant tout en Espagne les structures agraires qui conditionnent le paupérisme, bien que les salaires urbains fabriquent aussi une classe de pauvres en puissance.

<sup>16</sup>Jacques Soubeyroux, *Paupérisme et rapports sociaux à Madrid au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Lille, atelier de reproduction des thèses universitaires de Lille III, 1978, p. 122.

<sup>17</sup>Hans Ottokar Reichard, «Itinéraires et routes, route de Madrid à Málaga», in *Guide de l'Espagne, 1792*.

l'Espagne d'Hans Ottokar Reichard. Même si cet exemple ne concerne pas Madrid, le rapprochement fait entre l'errance et l'insécurité est clair.

Dans la plupart des cas donc, la solution la plus expéditive consiste en un refoulement vers le lieu d'origine —comme en témoignent les rapports de police «renvoyé dans sa patrie», ou «dans son village de naissance» (*a su patria, al pueblo de su naturaleza*)— qui s'accompagnait parfois du bannissement.

Lorsque les circonstances l'exigent, les expulsions sont différées. En 1803-1804 on garda les pauvres immigrants dans la capitale le temps que s'organisent les secours dans les évêchés d'origine. L'année suivante on effectua une grande rafle (*recolección general de mendigos*) pour les reconduire dans leurs provinces. Il s'agit là d'une circonstance exceptionnelle, car les gens chargés du maintien de l'ordre dans la cité voulaient à tout prix éviter que se répande le bruit que les étrangers étaient secourus dans la capitale, ce qui n'aurait pas manqué d'attirer une foule de pauvres et d'augmenter ainsi les difficultés à assurer la sécurité publique<sup>18</sup>.

Malgré les expulsions et les risques d'emprisonnement, la ville continuait à attirer les ruraux. La pratique de la charité n'y était pas étrangère.

## 2.2 Charité bien ordonnée

D'abord, la charité faite par les prélats, les nobles riches ou le roi, à la porte de leur palais, ou même au cours des parties de chasse pour le souverain, ne manque pas d'attirer des mendiants de toutes sortes. Les couvents s'occupaient aussi des pauvres, le plus souvent en distribuant de la soupe ou des restes de repas (*sopa boba*). Des pratiques qui furent remises en question par les Lumières:

«Si se distribuye indiferentemente al sano y al enfermo, al ocioso voluntario y al verdaderamente necesitado, los que así las dispensan son en conciencia responsables a la sociedad de todos los daños que de esto se le sigan, son reos delante de Dios de los delitos y vicios que nacen de esta distribución imprudente<sup>19</sup>».

Par ailleurs, si la majorité des auteurs critique la charité mal ordonnée ou veut rationaliser la charité individuelle, c'est avant tout pour distinguer le vrai pauvre du vagabond «paresseux» (*ocioso*), à qui l'on réservera un autre sort. Des mesures sont prises en ce sens. Les ordonnances royales de 1777 et 1778 interdisent la distribution de soupe aux portes des couvents mais la pratique se perpétue malgré tout. En 1786, devant la persistance du phénomène, on autorise les capucins et les trinitaires à secourir les pauvres munis d'une licence délivrée par *l'alcalde de cuartel*. Au cours des graves crises de 1803-1804, le Conseil de Castille constate que les

<sup>18</sup>Pour tout ce qui précède, voir Jacques Soubeyroux, *Op. cit.*, p. 119 sq.

<sup>19</sup>Cité par J. Soubeyroux *Ibid.*, p. 887, P.A. Sánchez, Colección de memorias premiadas, asunto primero, memoria trece, p. 349.

communautés continuent à distribuer des aumônes, mais se gardent bien d'intervenir devant l'urgence de la situation.

Vers les mêmes dates que les ordonnances interdisant les secours aux portes de couvent sont créées les *diputaciones de barrio*, qui pratiquaient l'assistance à domicile, permettant de faire disparaître en partie la mendicité des résidents et de promouvoir une pratique plus ordonnée de la charité. Les secours étaient destinés aux pauvres journaliers ou artisans, ceux dont le travail bénéficiait aux classes privilégiées et qui, en aucun cas, n'étaient suspects de vagabondage. Cette structure, permettant de surveiller et de contrôler les pauvres tout en les secourant, était intimement liée à la division policière en *cuarteles* et *barrios*. Les députés de quartier pouvaient à l'occasion dénoncer telle ou telle personne suspecte à l'*alcalde*<sup>20</sup>.

En dehors de l'expulsion, la ville réservait une seconde solution répressive: l'enfermement.

### 2.3. Répression charitable

Les pauvres étaient accueillis dans les hôpitaux s'ils étaient malades, ou plus souvent, dans les hospices. Ces derniers, au nombre de deux dans la capitale, avaient à la fois un rôle charitable et répressif. *El Real Hospicio de Pobres mendigos del Ave María y San Fernando Rey de España* recevait tous types d'individus, hommes, femmes, enfants, vieillards. Le second établissement, la *Casa de Corrección de San Fernando*, fut créé à la suite des émeutes de 1766. Olavide en prit la direction et ne l'abandonna qu'au moment où il fut chargé des plus hautes fonctions. Il était situé à l'extérieur de Madrid, sur le site malsain de l'ancienne manufacture royale de San Fernando. Son but était, comme son nom l'indique, clairement punitif. Les pauvres qui s'y trouvaient enfermés étaient la plupart du temps coupables de vagabondage et de mendicité, de prostitution<sup>21</sup>. Ils y apprenaient théoriquement un métier en travaillant aux ateliers. L'expérience dura jusqu'en 1801, ensuite les difficultés matérielles provoquèrent le transfert de tous les prisonniers vers l'hospice des *Pobres Mendigos*.

Loin de révéler un sentiment philanthropique, ces exemples montrent la position ambiguë des villes et des élites qui les gouvernent envers les pauvres. L'enfermement «bienfaisant» n'est qu'un alibi qui justifie le caractère répressif de ces établissements dont le but était double: éviter les troubles de l'ordre public et mettre en pratique les vertus bienfaites du travail sur les pauvres<sup>22</sup>. Dans le cadre urbain, l'hospice de San Fernando, situé hors de l'enceinte de la ville témoignait d'une double exclusion, à la fois sociale et spatiale.

La ville n'avait, en fait, aucune solution réelle à proposer à l'errance de crise et à la pauvreté endémique de ses campagnes. Toutes les mesures prises visent uniquement à enrayer le phénomène en décourageant les immigrants et au pire à maintenir vaille que vaille l'ordre public

<sup>20</sup>Sur le fonctionnement des diputaciones, voir Jacques Soubeyroux, *Op. cit.*, chapitre XI.

<sup>21</sup>Jacques Soubeyroux, *Ibid.*, pp. 644-645.

<sup>22</sup>Jacques Soubeyroux, *Ibid.*, p. 436 et p. 647.



sans s'attaquer réellement aux racines du mal qui se trouvent dans les structures inégalitaires de la société d'Ancien Régime et le schéma de domination économique et social de la campagne dont bénéficie l'élite urbaine. Et l'immigré, que ce soit dans la capitale ou ailleurs, n'a jamais le beau rôle.

## 2.4 L'immigré

En Catalogne par exemple, lorsqu'à la fin du siècle la conjoncture devient moins favorable, les immigrants, même ceux qui se sont plus ou moins intégrés dans une ville, sont vus d'un mauvais œil par les citoyens. En 1788, Zamora qui visite Balaguer constate que «la petite ville, avec 800 maisons habitées, est sans doute plus peuplée qu'elle ne fut jamais; cependant il y a à Balaguer beaucoup de nouveaux venus, qui donnent mauvais aspect à la population... les femmes boivent beaucoup d'eau-de-vie, travaillent peu et en général sont sales...<sup>23</sup>».

Alcoolisme, paresse, saleté; ces traits mis en avant, réels ou exagérés, dénotent un certain racisme, mais aussi une préoccupation pour l'image de la ville, ces gens-là lui donnent «mauvais aspect». Arrivés très certainement lors d'une époque prospère, ils sont, au moment de la visite de Zamora, considérés comme des gêneurs, car le climat économique est beaucoup moins favorable.

Toutefois, il serait faux de croire que les villes rejettent systématiquement. Elles peuvent aussi être accueillantes, mais pas par charité chrétienne. A Logroño par exemple, l'oligarchie locale, qui tirait son pouvoir de la culture de la vigne, avait tout intérêt à recevoir une importante quantité de pauvres journaliers. C'était pour elle une opportunité. Leur arrivée faisait baisser le prix de la main-d'œuvre sur le marché du travail<sup>24</sup>. Mais cette ville de province avait une attitude différente vis-à-vis de ceux qui avaient autre chose à offrir que leurs bras. Les corporations n'admettaient pas par exemple qu'un nouveau venu exerce son métier dans l'enceinte urbaine. Elles ne reconnaissaient pas son titre ou l'empêchaient d'ouvrir une boutique tout en invoquant les privilèges octroyés par le roi Charles I. Ces personnes, qui pouvaient mettre en danger les revenus de la classe bourgeoise locale installée étaient considérées comme des intrus dans les recensements (*vecindarios*) de l'époque<sup>25</sup>.

Finalement, selon leurs intérêts économiques et leur structure sociale, les villes sélectionnaient les immigrants. La capitale n'a que faire des pauvres journaliers qui peuvent représenter un danger pour l'ordre, mais elle reçoit les riches propriétaires à bras ouverts.

Logroño (mais son cas ne doit pas être isolé) préfère les pauvres journaliers aux artisans. L'oligarchie locale qui gouvernait la ville tirait sa richesse de la viticulture et profitait donc directement des baisses de salaire provoquées par un afflux de main-d'œuvre.

---

<sup>23</sup>Zamora, cité et traduit par Pierre Vilar, t 2, *Op. cit.*, p. 85.

<sup>24</sup>Alonso Castroviejo, *Op. cit.*, p. 54.

<sup>25</sup>Alonso Castroviejo, *Ibid.*, p. 54.

L'ensemble des phénomènes migratoires étudiés ici avait son origine dans la structure inégalitaire et créatrice de pauvreté de l'agriculture espagnole de l'époque.

### 3. Une agriculture en expansion, un système d'exploitation figé

#### 3.1. L'évolution de la production

Nombreux sont les témoignages contemporains qui se plaignaient de la "décadence" de l'agriculture espagnole. Le terme se retrouve même dans la littérature sous la plume de Cadalso *Cartas marruecas* :

«¿Hablas de población. Tienes [en España] diez millones escasos de almas, mitad del número de vasallos españoles que contaba Fernando el Católico [...] ¿Hablas de agricultura? Ésta sigue siempre la proporción de la población. Infórmate de los ancianos del pueblo, y oirás lástimas<sup>26</sup>».

En fait, si l'on se réfère à la réalité objective, il faudrait plutôt suivre l'avis de Jovellanos qui dans *El informe* soutenait la thèse contraire:

«Uno de ellos [errores] ha llamado más particularmente la atención de la Sociedad, porque le miró como fuente de otros muchos errores, y es el suponer, como generalmente se supone, que nuestra agricultura se halla en una extraordinaria decadencia [...] Pero después de haber recorrido la historia nacional, y buscado en ella el estado progresivo de nuestra agricultura en sus diferentes épocas, puede asegurar a vuestra alteza que en ninguna la ha encontrado tan extendida ni tan animada como en la presente<sup>27</sup>».

Il reste cependant bien difficile de définir clairement causes et conséquences de la croissance agricole. Comme le rappelle Pierre Vilar, «l'élan de la population explique en partie l'élan de la production. Il l'implique aussi, enregistrer l'un c'est déjà enregistrer l'autre<sup>28</sup>». Dans tous les cas, l'agriculture espagnole va produire plus, et face à l'essor démographique, les prix des produits vont augmenter et elle générera de plus gros bénéfices.

A la fin du XVIIIe, c'est la trilogie méditerranéenne céréales, vin, huile d'olive qui la caractérise le mieux. Selon le *Censo de frutos y manufacturas* réalisé en 1799, elle représente quasiment 87% de la valeur de la production agricole. C'est assurément une agriculture d'autosubsistance bien que certaines régions soient déjà spécialisées dans les cultures d'exportation. Les céréales, quant à elles, représentent 67,24% de la valeur du total de la production et la part du blé est élevée. Celui-ci occupait environ entre 35% et 40% de la superficie agricole cultivée (en tenant compte des assolements)<sup>29</sup>. Les surfaces consacrées au blé progressèrent surtout à la fin du siècle, au détriment de l'élevage et de la vigne comme le démontrent les différentes études régionales. Il fallait nourrir un nombre croissant d'hommes et

<sup>26</sup>Cadalso, José, *Cartas marruecas*, Madrid, ed. Cátedra, 1993, Carta IV

<sup>27</sup>Jovellanos, Gaspar Malchor de, *Informe sobre la ley agraria*, Madrid, Cátedra, 1986, p. 150.

<sup>28</sup>Pierre Vilar, *Op. cit.*, t 2, p. 11.

<sup>29</sup>Marc Marti, *Op. cit.*, p 87.

les céréales devenaient ainsi prioritaires car c'étaient elles qui produisaient le plus de calories par hectare. En plus de ce recul des pâturages et vignes en faveur du blé, on assiste aussi à une recrudescence des défrichements.

### 3.2. Les conditions de l'augmentation de la production

Gonzalo Anes explique la hausse de la production par les défrichements, surtout au cours de la deuxième partie du siècle. Son étude sur les rendements céréaliers d'une ferme d'Aranjuez montre qu'ils n'ont pas progressé au cours du siècle. En plus des «plafonds» de rendement, on y observe d'importantes irrégularités de l'ordre de 300% ( blé: maximum 13,15 (grains récoltés) pour 1 (grain semé), minimum 4,79; pour l'orge, maximum 16,07 pour 1, minimum 2,91 pour 1) ainsi que les baisses importantes en fin de siècle.

Par ailleurs, les revendications des laboureurs contre la puissante organisation d'éleveurs de la Mesta, les efforts de la monarchie pour repeupler et remettre en culture des terres abandonnées (Colonies de la Sierra Morena, projet dirigé par Pablo de Olavide et qui lui inspira plus tard sa société idéale dans *el Evangelio en triunfo*) sont autant d'indices sur l'importance du phénomène de défrichement et d'extension.

A Alicante, à partir des années 1780, les autorités municipales essaient de freiner le mouvement de défrichement car elles redoutent la disparition des pâturages et des forêts, ce qui entraînerait une hausse considérable du prix de la viande et du bois de chauffage. En 1802, une enquête révèle que les terres à blé arrivent «jusqu'au sommet des collines<sup>30</sup>».

On peut cependant relever quelques expériences d'intensification pour les «banlieues» de villes comme Valence et Barcelone. Pour la capitale catalane, Pierre Vilar a relevé l'accroissement des rendements par superficies semées grâce notamment à l'irrigation<sup>31</sup>. Mais cette réussite de la frange privilégiée de la Catalogne n'a pas été possible de manière systématique et efficace car, ailleurs, la majorité des grands propriétaires, les seuls par qui aurait pu arriver la révolution technique, persistèrent dans leur attitude passéiste et peu dynamique. D'ailleurs, l'absence d'investissements est, dans la plupart des cas, due à la durée excessive du probable amortissement. Pour les états privilégiés, le profit à court terme qu'engendrait la hausse des loyers de la terre et des denrées agricoles ne motivait pas non plus de tels investissements. La «banlieue» de Barcelone, grâce à la proximité d'un énorme marché avec la ville, l'Europe, l'Amérique, permettait de réaliser des bénéfices assez rapidement. L'agriculture y était un bon placement. Il serait bien illusoire de croire que ce fut seulement «l'esprit catalan» qui permit ces progrès. Les principaux moteurs furent la situation géographique et la conjoncture économique favorables.

---

<sup>30</sup>Voir Giménez López, Enrique, *Alicante en el siglo XVIII, economía de una ciudad portuaria en el Antiguo Régimen*, Valencia, Institució Alfons el Magnanim, 1981, pp. 132-133.

<sup>31</sup>Pierre Vilar, *Op. cit.*, p. 244, t 2.

Les petits exploitants —écrasés par les loyers et les différents impôts— ne disposaient pas de capitaux, ni d'informations suffisantes pour pouvoir être les animateurs d'une hypothétique révolution agricole. L'extension prima.

Ces défrichages eurent des résultats inégaux. Certains furent heureux, comme dans le cas des terres autour d'Écija. Si l'on en croit Antonio Ponz, les parcelles produisaient à 40 pour 1 et les jardins rendaient trois ou quatre récoltes dans l'année<sup>32</sup>. D'autres furent réalisés sur des terrains moins propices, peu fertiles ou inadaptés à la production céréalière. Dans des régions comme l'Aragon, ils furent parfois malheureux, occasionnant à la fois une érosion et une déforestation importantes<sup>33</sup>. Toutefois, comme l'a fait remarquer Gonzalo Anes, le prix du charbon de bois n'ayant pas exagérément augmenté durant le siècle, on peut affirmer que le phénomène ne fut pas aussi important ou catastrophique que le laissent penser les écrits des contemporains<sup>34</sup>.

Sous la poussée démographique, nous assistons donc à une extension des surfaces arables aux dépens des pâturages et des forêts. Mais bien loin de faire baisser directement les prix du pain, la mise en culture de ces parcelles marginales eut l'effet contraire, qui s'explique par la loi des rendements décroissants, énoncée théoriquement pour la première fois par l'économiste anglais David Ricardo.

En effet, sur le marché, le prix d'un produit comme le blé se fixe par le jeu de l'offre et de la demande, mais aussi par rapport au coût de production. Fréquemment, les parcelles marginales sont des terres pauvres au rendement faible et elles nécessitent, à cause de leur éloignement des centres de population, des déplacements plus longs, donc plus coûteux<sup>35</sup>. Leur produit revient bien plus cher que celui qui procède de terrains plus fertiles. Ainsi, le prix minimum sera théoriquement celui qui permet la rentabilité des zones marginales. L'avantage pour les propriétaires de champs plus productifs est évident. Ils vendent leur blé avec une marge bénéficiaire importante, le prix s'élaborant à partir d'un coût de production maximum (celui des terres marginales).

De cette façon, le revenu agricole augmente ainsi que le prix du pain<sup>36</sup>. Par ailleurs, les propriétaires qui louaient leurs terres (en général de bonnes parcelles) pouvaient absorber tout le bénéfice de la hausse des prix en augmentant le loyer. Dans tous les cas de figures donc, on peut considérer que les défrichages réalisés pour la plupart par des paysans pauvres profitèrent directement ou indirectement aux propriétaires des meilleures terres, en l'occurrence les états privilégiés, noblesse et clergé, détenteurs de la majorité des superficies exploitées.

---

<sup>32</sup>Bien sûr, il doit s'agir de rendements autres que ceux des grains; cité par Plaza Prieto, *Estructura económica de España en el siglo XVIII*, Madrid, CECA, 1976, p. 622.

<sup>33</sup>Antonio Domínguez Ortiz, *Op. cit.*, p. 274.

<sup>34</sup>Gonzalo Anes, *Op. cit.*, p. 187.

<sup>35</sup>Ce sont souvent les terres abandonnées aux moments de dépeuplement.

<sup>36</sup>Il s'agit là de la théorie de la rente, énoncée par l'économiste anglais David Ricardo (1772-1823) cité par Jean-Marie Chevalier, *Introduction à l'analyse économique*, Paris, La Découverte, pp. 23-24.

En plus de la poussé démographique, la mise en culture de terres marginales à faible rendement serait le second facteur explicatif de la hausse du prix du blé au cours de la deuxième partie du siècle.

Il se peut aussi que la mise en culture de terrains inadaptés aux céréales ait entraîné un brusque appauvrissement du sol, incapable alors, à long terme, de produire régulièrement du blé (nous sommes ici en corrélation avec les fortes oscillations de la fin du siècle).

#### 4. A qui profite la hausse des prix?

Comment expliquer alors l'exode rural que nous avons analysé précédemment? Paradoxalement, la hausse des prix des denrées de base provoque la détérioration des conditions de vie du monde rural, producteur de ces mêmes denrées. Producteur oui, mais seulement producteur. La propriété et la commercialisation sont dans d'autres mains, celles des états privilégiés qui résident essentiellement dans l'enceinte urbaine.

##### 4.1. Structures foncières et structures sociales

Les biens de la noblesse, par le système du *mayorazgo* (51,48% des terres cultivables), ainsi que les biens ecclésiastiques par la mainmorte —*manos muertas* (16,52% des terres)— étaient, comme au siècle précédent, inaliénables et ne participaient donc pas au marché de la terre. Celui-ci ne concernait que les biens de mainvive —*manos vivas* (32% des terres)—<sup>37</sup>. L'endettement des paysans tout au long du siècle fit croître la propriété inaliénable et surtout les grands domaines. Les prêteurs et les acheteurs potentiels étaient presque toujours le clergé ou la noblesse.

Cette situation, par la restriction de l'offre de terre cultivable disponible à l'achat (mainvives 32%), aggrava la hausse des prix de la terre et des loyers. La loi sur les biens inaliénables consacrait cette situation. Par ailleurs, la répartition de la propriété du sol ne rend qu'imparfaitement compte de la réalité. Toutes les études locales le confirment, les terres de *mayorazgo* ou de *manos muertas* étaient toujours de meilleure qualité que celles de *manos vivas*. Ce qui veut dire que si les états privilégiés, qui ne représentaient qu'environ 6% de la population (noblesse 4%, clergé 2%) et possédaient 68% de la terre, en terme de richesse —valeur de la terre détenue—, leur part était bien plus importante<sup>38</sup>.

L'organisation sociale agricole qui découlait de cette situation se caractérisait par une nette prédominance des fermiers et des journaliers. En effet, la grande propriété ne peut être exploitée

<sup>37</sup>Pour tout ce qui suit, voir Marc Marti, *Op. cit.*, pp 95-98.

<sup>38</sup>Sans entrer dans les détails, ce sont les chiffres bruts du *censo* de Godoy de 1797. Ils sont donnés par Plaza Prieto, *Op. cit.*, p 155 sq. Il convient de remarquer cependant que les chiffres pour la noblesse peuvent être sujets à caution. En effet, le *censo* de Godoy a compté absolument toute la population de Guipúzcoa dans la noblesse ainsi que la moitié de celle de Viscaye. En fait en termes économiques —en prenant comme base la *hidalguía* à cinquante mille réaux—, la noblesse représentait certainement moins de 3% de la population.

que de deux façons; soit par l'affermage ou le métayage; soit en mobilisant une main d'œuvre salariée importante.

La population active agricole, qui représentait les deux tiers de la population active totale, était constituée de la façon suivante (chiffres de 1797, *Censo* de Godoy):

Laboureurs propriétaires ( <i>labradores</i> )	19,95%	
Fermiers-métayers ( <i>arrendatarios, colonos</i> )	27,77%	
Journaliers ( <i>jornaleros</i> )	44,07%	
Autres		8,21%

Comme on peut le constater, seul environ un cinquième des paysans étaient propriétaires de la terre qu'ils cultivaient. Et encore, il convient de nuancer. La plupart des laboureurs-propriétaires ne possédait que de minuscules parcelles, qui ne leur permettaient de vivre qu'à grand peine en s'employant à d'autres occupations, parfois même en travaillant comme salariés une partie de l'année<sup>39</sup>. En outre, dans des régions comme la Catalogne, grâce au système du contrat perpétuel, les fermiers avaient une bien meilleure situation qu'en Castille où avaient cours les affermages à court terme avec possibilité de non renouvellement de contrat, ce qui ne manquait par de rendre la situation économique des *colonos* ou *aparceros* très précaire et de fragiliser leur «enracinement» à la terre qu'ils exploitaient.

Le «paysan» des Lumières est bien loin donc de représenter une classe homogène. La multitude de mots qui existe pour désigner ceux qui travaillent la terre est là pour le démontrer. Le terme *labrador* (laboureur) recouvre plusieurs réalités, en plus de son sens officiel de propriétaire dans le recensement de Godoy, il pouvait aussi désigner un fermier ou un métayer qui possédait au moins une paire de bœufs et une charrue. L'*arrendatario* (fermier) payait un loyer en espèces, l'*aparcerero* ou *colono* (métayer) avait un contrat de métayage et enfin l'*enfiteuta* (emphytéote) bénéficiait lui d'un bail à très long terme voire héréditaire (*enfiteusis* ou emphytéose ou *foro* en Galice). Toutefois, les différences régionales étaient trop importantes pour que ces termes aient eu un sens homogène.

Le *jornalero* ou *bracero*, ouvrier agricole salarié ne représentait pas non plus un ensemble identique, car le chômage saisonnier frappait plus dans le sud que dans les zones septentrionales ou celles de culture intensive de la vigne. Le Cadastre de la Ensenada donnait en 1750 une moyenne annuelle de 120 jours de travail, pour les vingt-deux provinces qui appartenaient à la couronne de Castille. A la même époque, les journaliers français travaillaient en moyenne 200 jours par an<sup>40</sup>. La forte classe de journaliers était périodiquement grossie par les petits propriétaires, victimes de la hausse des prix<sup>41</sup>, qui vendaient leur bien pour payer les dettes<sup>42</sup>.

<sup>39</sup>Domínguez Ortiz, *La sociedad española en el siglo XVIII*, Madrid, CSIC, 1955, p. 257.

<sup>40</sup>Voir à ce propos l'article de Pierre Vilar, «Structures de la propriété espagnole vers 1750. Quelques leçons du Cadastre de la Ensenada», in *Mélanges offerts à la mémoire de Jean Sarrailh*, Paris, Institut d'Études Hispaniques, 1966, tome II, pp 425-447.

<sup>41</sup>Ceux qui ne pouvaient stocker le blé ou d'autres produits, obligés de vendre à bas prix après la récolte et d'acheter au prix fort au moment des semences et le reste de l'année pour s'alimenter.

Cette classe était socialement la plus instable en campagne. Il y avait une corrélation évidente entre les zones de banditisme, le latifundium et l'abondance de journaliers. Avec les petits propriétaires, ils formaient le gros des troupes de révoltés. A Crevillente (Valence), lors des mouvements anti-féodaux, ils représentaient 80% des émeutiers<sup>43</sup>.

Globalement donc, ces chiffres montrent que c'est un régime d'exploitation de la terre de type indirect qui domine. Un système qui en fait canalise les bénéfices générés par la conjoncture favorable vers les grands propriétaires, les percepteurs de rentes, de dîmes et de droits seigneuriaux.

#### 4.2. Les mécanismes d'exploitation: loyers et monopoles

L'exploitation indirecte de la terre produit deux effets tendant à concentrer les bénéfices aux mains de quelques-uns, généralement une élite urbaine composées de nobles, d'ecclésiastiques ou de riches bourgeois.

L'essor démographique provoqua deux conséquences. D'abord une augmentation de la demande de terres. Les propriétaires la répercutèrent immédiatement en augmentant les fermages et les loyers des terres qu'ils louaient. Ils purent le faire d'autant plus commodément que seul 32% des terres sur le marché pouvaient être achetées ou vendues. Par ailleurs, pour augmenter encore les bénéfices, beaucoup fragmentèrent leurs possessions entre un nombre toujours plus important de paysans<sup>44</sup>. Un dernier artifice consistait à réduire la durée des contrats de location, afin de faire monter plus encore les prix des loyers sous la pression —renouvelée plus vite— de la demande.

Ensuite, vers la fin du siècle, lorsque le prix des produits agricoles s'éleva très fortement, la majorité des contrats furent payés en nature (vin ou blé). Les percepteurs de loyers, pouvaient ainsi rapidement se retrouver en situation de quasi-monopole quant à la commercialisation. Le clergé, par exemple, qui ne participait quasiment pas à la production du vin à Logroño, l'activité la plus rémunératrice, commercialisait cependant 16 000 litres par an grâce à la dîme, encaissant de cette façon les bénéfices du vin sans avoir à assumer tous les problèmes des coûts d'exploitation. Pour le blé, dans la même ville, Alonso Castroviejo estime que la pression exercée par les gros propriétaires sur la production correspondait à peu près à 21% de la récolte pour les terres de *secano* et à 30% pour le *regadío* ou la *huerta*. Mais le petit paysan —une fois payés la dîme, les frais d'exploitation, la location de la terre, et stocké le grain pour sa consommation personnelle et la semence— ne pouvait que commercialiser une part infime de sa

---

<sup>42</sup>Voir à ce propos les attaques de Campomanes en 1765 contre l'Église, accusée de faire augmenter la mendicité et le vagabondage en augmentant la surface de ses possessions au détriment de petits paysans obligés de vendre leur terre lors d'une mauvaise récolte. Jacques Soubeyroux, *Op. cit.*, p. 295, t 1.

<sup>43</sup>Palop Ramos, *Hambre y lucha antifeudal, las crisis de subsistencias en Valencia, siglo XVIII*, Madrid, Siglo XXI, 1977, pp. 168-169.

<sup>44</sup>Alonso Castroviejo, «La tierra a mediados del siglo XVIII»; «La renta de la tierra 1700-1833» in *Historia de la ciudad de Logroño, Edad moderna*, coordinador J.L. Gómez Urdáñez, Logroño, 1995, t IV, pp. 177-192 et pp. 239-245..

production de grains, entre 5% et 15%<sup>45</sup>, chiffre bien trop faible pour avoir une quelconque incidence sur le marché. Finalement, la majorité du volume mis en vente l'était par les percepteurs de loyers ou rentes, les grands propriétaires et les percepteurs de la dîme. Cet exemple régional corrobore parfaitement l'estimation de Gonzalo Anes selon laquelle, les percepteurs de droits seigneuriaux, de rentes et de dîmes, commercialisaient quatre vingt dix pour cent du volume de blé disponible sur le marché<sup>46</sup>.

Ce qui revient à dire que les états privilégiés réalisaient des profits bien plus grands que ceux que pouvait laisser espérer la structure de la propriété, car c'étaient eux, en dernier ressort, qui assuraient la commercialisation —et donc qui encaissaient les bénéfices— des produits agricoles<sup>47</sup>.

## 5. Paradoxes et réformes

Lorsqu'on aborde les réformes proposées durant cette période de la *Ilustración* il faut donc garder à l'esprit les mécanismes d'exploitation de la campagne par l'élite urbaine que nous venons d'analyser. En réalité, la plupart des textes qui proposent des réformes n'allaient pas vraiment à l'encontre du système existant, c'est ce que nous allons essayer de démontrer en analysant l'épisode de la suppression de la taxe.

### 5.1. Un champ d'expérimentation grandeur nature, le marché du blé

Blé de l'intérieur, blé de la mer, tels sont les deux protagonistes des marchés frumentaires, reproduisant fidèlement la différence géographique et les difficultés de communication entre l'Espagne périphérique et l'Espagne intérieure. Il en découle deux types bien marqués d'économies.

—Un modèle de «marché fermé», propre aux régions centrales, basé sur l'autosubsistance, la fragmentation, et toujours préoccupé par les problèmes de conservation des stocks une année sur l'autre.

—Un modèle de «marché ouvert», typique des économies maritimes et basé sur les échanges avec l'extérieur par l'importation régulière de grains, qu'ils viennent de l'Atlantique ou de la Méditerranée<sup>48</sup>

Le centre et la périphérie de la péninsule vivent différemment les crises de subsistances. Les oscillations de prix observées par Gonzalo Anes sont là pour en témoigner. Étudiant les

<sup>45</sup>Alonso Castroviejo, art. cit, p 177 sq.

<sup>46</sup>Gonzalo Anes, *Op. cit.*, p. 301.

<sup>47</sup>Alonso Castroviejo, Jesús Javier, art. cit.

Giménez Lopez, *Op. cit.*, p. 116, analysant les estimations d'une enquête réalisée en 1756, fait la même remarque pour Alicante, productrice de vin comme Logroño.

<sup>48</sup>Voir Concepción de Castro, *El pan de Madrid, El abasto de las ciudades españolas del Antiguo Régimen*, Alianza Universidad, Madrid, 1987, pp. 15-16.



différences entre les bonnes et les mauvaises années, il constate des variations annuelles de prix allant de 50 à 80% pour la périphérie à 323,95% pour l'Extrémadure. Ces oscillations saisonnières (courte durée) étaient celles qui avaient le plus d'importance dans la vie de tous les jours, et dont les conséquences étaient les plus meurtrières. Une mauvaise récolte dans les provinces intérieures et les prix flambent, la spéculation sur les grains et les difficultés de transport aggravant le phénomène. Impossible ici de parler d'un prix ou d'un marché espagnol national<sup>49</sup>.

En ville, le blé était un souci constant pour les édiles. Les autorités municipales étaient obligées, même aux époques favorables, de s'occuper avec soin de l'approvisionnement de leur ville. L'achat de blé tenait une place essentielle. C'était l'institution du *Pósito* qui remplissait cette tâche, réalisant des achats de grains assez volumineux. Aux cours des mauvaises années, le *Pósito* essayait de maintenir le prix du pain à un niveau acceptable pour le consommateur, soit en vendant à perte, soit en commercialisant de grosses quantités afin de faire baisser les prix du marché. Cette institution avait un but «humanitaire» et permettait d'éviter de grosses pertes humaines lors des crises de subsistance. Mais ce dessein occultait en fait aussi des préoccupations moins philanthropiques. Les hausses de prix du pain pouvaient entraîner des émeutes très dangereuses pour l'ordre social. Le système de régulation du *Pósito* s'insérait donc parfaitement dans le schéma d'exploitation économique en essayant d'assurer un minimum vital pour les plus pauvres et par conséquent la tranquillité pour les plus riches.

Complétant le système d'approvisionnement des *Pósitos*, la taxe ou prix maximum des grains, valable les mauvaises années et même si elle n'était pas toujours respectée, était une contrainte de plus, dont bénéficiait avant tout la population urbaine, non productrice. Les débats qui eurent lieu durant la période des Lumières, à propos de sa suppression ou de son maintien, révèlent la mutation qui était en train de s'accomplir ou plutôt que désiraient accomplir les dirigeants du pays.

## 5.2. La taxe

La doctrine de la taxe se rattache à la justice commutative thomiste et plus particulièrement au concept de *juste prix*<sup>50</sup>. C'est d'ailleurs cette expression qui est employée dans le texte de 1699 qui la définit, personne ne pouvait vendre ou acheter si ce n'est à «des prix *justes* et modérés<sup>51</sup>».

Institution d'Ancien Régime, en Espagne comme en France, elle est remise en question dans la deuxième partie du siècle. D'ailleurs, le maximum national fixé par la taxe ne

---

<sup>49</sup>Gonzalo Anes, *Op. cit.*, p. 267.

<sup>50</sup>Pour la définition du juste prix, voir Joseph Lajugie, *Les doctrines économiques*, Paris, PUF, Coll. Que sais-je ?, 1950, p. 8: «La justice commutative exige que les marchandises soient vendues à leur valeur exacte estimée soit d'après la peine prise par le producteur, soit d'après l'appréciation courante».

Cette définition condamne implicitement tous les profits que pourrait réaliser un intermédiaire.

<sup>51</sup>Gonzalo Anes, *op. cit.*, p. 340.

correspondait plus du tout à la réalité de l'époque des Lumières. Bien plus qu'une simple entrave à la liberté du commerce et des prix du grain, par l'interventionnisme comme le pensaient ses adversaires, elle était aussi un des piliers idéologique du système monarchique, tissant des liens subtils entre le monarque et ses sujets.

Elle permettait d'abord de réduire relativement les oscillations du prix du pain durant les années de mauvaise récolte, mais aussi d'atténuer les importantes variations saisonnières. Lorsqu'on sait que les dépenses pour cette denrée représentaient 60% à 80% du salaire d'un ouvrier, on mesure combien la stabilité des prix était importante pour les classes populaires. Celles-ci ne manquaient d'ailleurs pas de le rappeler au souverain au cours des émeutes de subsistances, qui étaient toujours en étroite relation avec les mauvaises récoltes. Revendications et critiques étaient toujours dirigées vers la même cible; pour les émeutiers, le pouvoir était responsable de la baisse et de la hausse des prix. Les autorités urbaines ou gouvernementales essayeront d'éviter au maximum tout type de désordre, en assurant une distribution des grains régulière à des prix acceptables par le peuple à travers les *Pósitos* et la taxation. On maintenait ainsi l'ordre public en enlevant à la population un de ses principaux motifs d'agitation. La tranquillité des possédants et la stabilité de la pyramide sociale étaient ainsi assurées par le pain

Par ailleurs, la signification symbolique est très forte, à la fois religieuse et sociale. Le monarque assure le pain quotidien de ses sujets, à l'image de Dieu. C'est un système de pouvoir paternaliste qui s'appuie sur cette institution de la taxe. L'émeute de subsistances a un caractère conservateur, comme le rappelle Georges Rudé. Le Roi est un père omnipotent; on fait appel à sa bienveillance, à sa justice, à son aide lorsque les prix flambent ou que sont prises des initiatives nouvelles allant à l'encontre du droit et des pratiques «traditionnels»<sup>52</sup>. Mais par son caractère populaire, l'émeute faisait peur aux autorités. Elle était perçue comme un trouble important de l'ordre public, mais aussi de l'ordre social établi. Lorsque le peuple réclamait du pain, il n'hésitait pas à s'en prendre directement aux représentations de l'autorité: *alcaldes*, gouverneurs, bâtiments publics, armoiries du seigneur<sup>53</sup>. Les pasquins et les pierres pleuvaient. A Cartagena, lors d'une manifestation, le pasquin suivant est affiché:

«Los moradores de esta leal ciudad piden forzosamente al gobernador que los víveres comestibles sean a mejor precio, y de lo contrario será el mencionado gobernador quemado y frito en azeite hirviendo»<sup>54</sup>.

Les interventions directes sur la demande et sur les prix avaient cependant quelques conséquences néfastes sur les marchés<sup>55</sup>. Le producteur de grains pouvait perdre une grande

---

<sup>52</sup>Rudé Georges, *Protesta popular y revolución en el siglo XVIII*, Barcelona, Ariel, 1978, p. 22.

<sup>53</sup>Dans la région de Valence, comme l'a montré Palop Ramos, les émeutes de subsistance prirent à Carthagène, à Elche, à Crebillente etc. une tournure clairement antiféodale et l'on s'en prit violemment aux autorités municipales et représentants du seigneur.

<sup>54</sup>Pasquin cité par Palop. Ramos, *Ibid.*, p. 107.

<sup>55</sup>Concepción de Castro, *Op. cit.*, p. 59.

partie de son bénéfice et préférait souvent utiliser la terre pour des cultures non taxées, donc plus rentables. La taxe n'encourageait pas à la culture du blé ni à son commerce.

Symbole par excellence de l'interventionnisme, ennemi historique du libéralisme, la taxe contrariait aussi peut-être les intérêts économiques d'un puissant groupe de marchands barcelonais dont le représentant le plus connu était le hollandais Gray Winckel, conseiller du roi<sup>56</sup>. Celui-ci présenta un mémoire devant la Junta General de Comercio le 27 septembre 1761 en faveur du libre commerce, fondant ses arguments sur sa propre expérience de marchand et les premiers textes physiocratiques. Treize ans avant Turgot, les élites éclairées espagnoles montraient leur originalité en matière économique. Campomanes étudia la question et se prononça en faveur de l'abolition, pensant que le libre commerce s'instaurerait pour le plus grand bénéfice de tous<sup>57</sup>.

Le libre commerce des grains fut officiellement proclamé dans la Pragmatique du 11 juillet 1765 et l'exportation hors des frontières d'Espagne autorisée. Les motivations idéologiques semblaient claires. On voulait essayer de mettre en pratique les concepts physiocratiques et libéraux de prix naturel et de libre concurrence. Les espoirs placés dans le modèle économique de marché libre étaient grands. Les dirigeants pensaient que la suppression de la taxe sur le prix des grains ferait croître la production et la productivité agricole, en améliorant la condition des agriculteurs. De plus, elle encouragerait le développement du commerce, en créant des réseaux d'approvisionnement plus sûrs, et à la longue plus avantageux pour le consommateur<sup>58</sup>. Cependant, la réalité ne correspondit pas du tout aux rêves réformistes des gouvernants. La production n'augmenta que de façon négligeable. Le commerce national des grains ne se développa que fort peu et dans les provinces intérieures, les spéculateurs continuèrent à profiter des fluctuations saisonnières.

A cause des protestations, le Conseil de Castille supprima donc l'autorisation d'exporter et ordonna une enquête auprès des *corregidores*, afin qu'ils envoient une liste des commerçants en grain recensés et qu'ils donnent leur avis sur leur existence. Sur les 55 rapports, 40 affirmaient que la liberté des prix était nocive et qu'elle était la cause des prix élevés du blé, du seigle et des autres grains et que les commerçants en grains tant attendus ne s'étaient pas manifestés<sup>59</sup>. Seuls les représentants de zones portuaires comme Barcelone, Málaga ou Valence avaient une opinion favorable. La suppression de la taxe accentua surtout les fluctuations annuelles. Elle est certainement en partie responsable des émeutes de 1766.

---

<sup>56</sup>Celui-ci a écrit pour cela au ministre Squilacce «Papel útil y curioso de reflexiones de don Francisco Gray Winckel escrito al marqués de Esquilache, que motivó una junta que se tuvo el día 28 de agosto de 1761 sobre el comercio de trigo para que éste sea libre en lo interior, pues de ello se siguen muchas utilidades y conveniencias». Par ailleurs, comme le signale Gonzalo Anes, Gray Winckel était lié à la bourgeoisie commerciale (*Op. cit.*, p. 341).

<sup>57</sup>Voir Pierre Vilar «El motín de Esquilache y las crisis del antiguo régimen», *Revista de Occidente*, n°XXVI, p. 211.

<sup>58</sup>José Ubaldo Bernardo Sanz «Madrid y la libertad de comercio de granos» in *Carlos III, Madrid y la Ilustración, contradicciones de un proyecto reformista*, Madrid, Siglo XXI, 1988, p. 104.

<sup>59</sup>Gonzalo Anes, *Op. cit.*, p. 352.

La situation à la campagne n'était pas meilleure, peut-être même paradoxalement pire. Les petits exploitants étaient toujours obligés de vendre leur récolte dès la fin de la moisson, au moment où les prix étaient les plus bas. L'argent servait à payer les frais et les impôts —ouvriers saisonniers, dîme, parfois le loyer— et très souvent, les dettes contractées les années précédentes. Les loyers des terres, qui d'ailleurs étaient déjà élevés, connurent une nouvelle flambée avec la suppression de la taxe qui bénéficiait ainsi aux propriétaires<sup>60</sup>. De plus, toutes les quantités mises en vente étaient récupérées par les gros propriétaires —aristocrates, communautés ecclésiastiques, mais aussi quelques laboureurs ou bourgeois importants—, les seuls à pouvoir stocker et attendre la hausse. Lorsque les prix s'élevèrent fortement en fin de siècle, certains loueurs percevaient le loyer de leurs terres en blé «pur, propre et sec<sup>61</sup>». Au moment des semailles ou de la soudure, le petit paysan qui manquait de blé en rachetait, mais à un prix double ou triple de celui auquel il avait vendu sa récolte<sup>62</sup>.

Nous n'avons ici aucun chiffre qui permette de quantifier le phénomène, mais les témoignages sont importants. Beaucoup de *corregidores* étaient hostiles à la suppression de la taxe, car ils se rendaient compte qu'elle ruinait les petits producteurs et qu'elle ne profitait qu'aux percepteurs de rentes, de loyers, de droits seigneuriaux et de dîmes:

«No lo es menos el de los arrendadores de Diezmos, Derechos dominicales y otros semejantes; pero como éstos no pueden evitarse sin herir el principio de que cada propietario es dueño de administrar sus efectos, y que muchos no es posible lo administren por sí, comprendo conviene la subsistencia del libre comercio de granos, poniendo a la codicia el freno de una tasa, y no sin ella <sup>63</sup>».

Les transports et le réseau de communication peu développés continuèrent à favoriser l'emprise de quelques spéculateurs sur les marchés locaux. La suppression de la taxe ne fut qu'une demi-mesure. Pour que le commerce du blé soit véritablement libre, il aurait fallu aussi pouvoir transformer la structure de la propriété du sol et le(s) système(s) de location de la terre qu'elle engendrait, ainsi que le système de perception des différents impôts comme la dîme, c'est-à-dire remettre totalement en question le système socio-économique. L'utopie du libre commerce des grains était bien difficile à réaliser dans un pays où pratiquement les 9/10 du volume *mis en vente* se retrouvaient de fait ou de droit aux mains des grands propriétaires terriens, qui devenaient ainsi les premiers bénéficiaires d'une mesure visant à libérer les prix.

En outre, des institutions et des pratiques, qui ne s'étaient pas modifiées, faussaient complètement les mécanismes de l'offre et de la demande, par le stockage des grains<sup>64</sup>.

---

<sup>60</sup>José U. Bernardo Sanz, art. cit., p. 104.

<sup>61</sup>Alonso Castroviejo, Jesús Javier, art. cit.

<sup>62</sup>Informe del corregidor de Segovia, Don Francisco de Ascúe, fechado el 2 de setiembre de 1769, Archivo Histórico Nacional, Consejos, legajo 4.173, cité par Gonzalo Anes, *Op. cit.*, p. 180.

<sup>63</sup>Gonzalo Anes, *Op. cit.*, p. 385, «Informe del vizconde de Valoria, corregidor de Zaragoza, al consejo, el 26 de setiembre de 1769».

<sup>64</sup>Gonzalo Anes, *Op. cit.*, pp. 348-349.

D'abord, les *Pósitos*. Il y en avait, en 1763, 5 225 en plus des 2 865 Fondations de Bienfaisance qui fonctionnaient sur le même principe. Leurs greniers renfermaient cette même année 7 261 413 fanègues de blé soit environ entre 22% et 25% de la récolte (si l'on prend pour référence le chiffre de 32,9 millions de fanègues pour l'année 1799 qui a été moyenne, alors que l'année 1763 avait été une année de mauvaise récolte). D'ailleurs, le *Pósito* de Madrid, qui aurait dû donner l'exemple, continua, malgré les critiques de Campomanes, à stocker du grain<sup>65</sup>. Il y avait ensuite, comme nous l'avons déjà évoqué, les autres villes qui, à travers leurs juntas d'approvisionnement (*juntas de abastos*), emmagasinaient d'importantes quantités afin d'assurer leur consommation annuelle.

Impôts et rentes en nature provoquaient aussi des accumulations notables, car les percepteurs attendaient le moment favorable pour remettre les quantités perçues en circulation.

Les armées et les bagnes devaient être aussi régulièrement approvisionnés et cela se faisait de la même façon que pour les villes, par la constitution de réserves annuelles.

Les communautés religieuses grandes productrices, mais aussi grandes consommatrices, ne mettaient finalement sur le marché que leurs excédents, lorsqu'elles ne les stockaient pas pour spéculer. Il semble d'ailleurs que cette pratique était coutumière ... et conseillée:

«Los granos de las fábricas de dichas iglesias se venderán siempre por los meses mayores a no ser que valgan menos que un mediano precio, —que en ese caso se guardarán para el logro de su mejor venta, lo que se ejecutará con intervención de dicho cura, o sus tenientes, quienes tendrán el cuidado de asentar por sí en el cuaderno de gastos menudos las porciones que se vendieren, sus precios y en que tiempos, para evitar toda equivocación y sospecha<sup>66</sup>».

De même, les particuliers non producteurs, lorsqu'ils le pouvaient, achetaient leur blé pour toute l'année, au moment des bas prix.

Enfin les administrateurs de domaines seigneuriaux pratiquaient la spéculation sur les grains, comme en témoigne ce passage, extrait d'un mémoire anonyme envoyé à la Société Économique de Madrid:

«Los mismos administradores hacen otro monopolio: les manda el señor vender los granos porque necesita el dinero, pero ellos piensan que han de subir, y con esta mira, sin decírselo al dueño, le envían el dinero y ellos quedan con los granos, dándolos por vendidos; de que se sigue que el pobre recibe el perjuicio de no comprar barato entonces, lo que el amo quería vender<sup>67</sup>».

Toutes ces opérations de stockage faisaient que les prix restaient souvent élevés après les moissons, la quantité en circulation était alors réduite et la baisse n'intervenait souvent qu'à

<sup>65</sup>José Ubaldo Bernardo Sanz, article cité précédemment.

<sup>66</sup>«Cuentas de la fábrica de la Iglesia de Lanzahita (Avila)» A.H.N., Clero, libros 828 y 829 (1682-1753) y (1754-1820), Gonzalo Anes, *Op. cit.*, p. 334.

<sup>67</sup>Real Sociedad Económica Matritense, *Memorias*, Madrid, Imprenta Sancha, t 1, Extracto de la memoria n°4 leída en la junta el 27 de enero de 1778, cuyo autor no ha querido manifestar su nombre, p. 67.

partir d'octobre. Devant la difficulté des approvisionnements et des mauvaises récoltes, la taxe fut rétablie en 1790.

La Pragmatique du 11 juillet 1765 avait finalement mis en évidence les contradictions de la politique réformatrice du gouvernement de Charles III: arriver à une économie de marché de type libéral tout en conservant les structures d'Ancien Régime par une «adaptation» de ces dernières. La suppression de la taxe échoua en tant que réforme libérale: comment prétendre libérer un commerce où existait une situation de monopole, exercé par les grands propriétaires? Un monopole de fait et de droit sur lequel la Pragmatique de 1765 n'avait aucune prise. Elle ne fit au contraire qu'accentuer les travers du système existant sans le transformer le moins du monde. Le réseau de transport intérieur était insuffisant pour réduire les disparités régionales, briser le monopole des spéculateurs et réduire les frais d'acheminement.

Finalement, la suppression de la taxe était une mesure libérale qui n'était en rien en contradiction avec la structure socio-économique de l'Espagne des Lumières. Les premiers bénéficiaires étaient les classes possédantes qui tiraient la majeure partie de leurs revenus de la terre et qui commercialisaient la quasi-totalité du volume. Leur monopole sur les marchés n'étant pas remis en question —et ne pouvant l'être de toute façon sans changement profond—, toute mesure susceptible d'augmenter les bénéfices tirés du commerce du blé leur profitait directement<sup>68</sup>. Comme le dit Pierre Vilar, «l'évidence» de la nécessité de la libre circulation n'était qu'une «évidence de classe». On avait aussi peut être oublié l'essentiel: le blé était le produit alimentaire de base, par conséquent, l'oscillation de son prix de marché avait aussi une limite «naturelle» qui était celle de la survie du consommateur<sup>69</sup>, qui en ville préférait se révolter plutôt que de mourir de faim.

## Conclusion

Ce qu'il faut retenir de cette analyse c'est avant tout un schéma d'exploitation. Dans une conjoncture favorable —une hausse de la population entraînant une hausse de la demande en produits agricoles de base et en particulier des céréales— la ville se transforme en un puissant accumulateur de capitaux<sup>70</sup>. Résidence des classes privilégiées, c'est elle qui, paradoxalement, profite de la hausse des prix agricoles, et non la campagne productrice. Les bénéfices sont réalisés à plusieurs niveaux. Directement d'abord, pour les grands propriétaires qui exploitent leurs terres. Indirectement ensuite à travers plusieurs mécanismes.

—Un affermage lucratif dont la pratique s'étend. Les loyers augmentent, absorbant ainsi les bénéfices qu'auraient pu obtenir les fermiers grâce à la hausse des prix agricoles. La

---

<sup>68</sup>David Ringrose, *Madrid y la economía española, 1560-1850, Ciudad, Corte y país en el Antiguo Régimen*, versión española de Alonso Crespo Arana y Angel Bahamonde (título original: *Madrid and the spanish Economy, 1560-1850*), Madrid, Alianza Editorial, 1985, p. 386.

<sup>69</sup>Pierre Vilar «El Motín de Esquilache...», art. cit., p. 203.

<sup>70</sup>Rôle qu'elle jouait déjà cependant aux siècles précédents, à partir du moment où les percepteurs des revenus agricoles s'y installèrent.

propriété inaliénable, *mayorazgos* et *manos muertas*, réduisant le nombre de parcelles à la vente, favorise cette tendance.

—Le paiement en nature des loyers, ainsi que les dîmes et droits seigneuriaux auquel reste soumis une bonne partie du territoire, permettent par ailleurs aux états privilégiés de commercialiser la majeure partie de la production. Ils se retrouvent alors dans une situation quasi-monopolistique sur des marchés cruciaux tels que celui du blé ou du vin.

—L’extensification enfin, qui leur bénéficie indirectement, car les rendements décroissants font augmenter le prix des produits et la marge bénéficiaire des meilleures parcelles, dont ils sont en majorité détenteurs.

Paradoxalement, ils profitent d’un certain archaïsme de la productivité, d’une agriculture qui ne peut réaliser une intensification à grande échelle. De plus, la stagnation des rendements est renforcée par le sous-investissement dont est victime la campagne. La structure de la propriété et le système d’exploitation font que la majorité des capitaux sont absorbés par la ville où résident les grands propriétaires.

Mais ce schéma socio-économique est à son tour porteur de contradictions. La ville, et donc les classes privilégiées qui y résident, en subissent le contrecoup sous deux formes.

—L’approvisionnement régulier en grains est rendu difficile à cause à la fois des déficiences des transports et de l’archaïsme de la production, toujours sujette aux caprices du climat, même si les villes côtières échappent en partie au phénomène. Et cette insécurité des vivres est préoccupante pour la sécurité publique, car le petit peuple s’agite quand flambe le prix du pain et il devient menaçant pour l’ordre établi, comme lors des émeutes de 1766.

—L’importance de l’immigration rurale et l’errance de crise qui se concentrent dans les centres urbains est l’autre préoccupation des dirigeants et des édiles. Il faut alors surveiller étroitement l’espace urbain, car ces nouveaux venus, pur produit des structures inégalitaires de l’économie, sont vus comme une menace permanente pour la sécurité de la cité.

Dans ce contexte, les mesures prises par les représentants de l’État doivent être considérées comme des solutions pour améliorer le fonctionnement économique et social de cette société d’Ancien Régime, sans la changer fondamentalement mais en atténuant ses contradictions. La suppression de la taxe, pensait-on, pourrait réduire les problèmes d’approvisionnement des villes en permettant une hausse notable de la production. Or, le schéma d’exploitation de la campagne bloquait en fait tout changement: toute hausse de prix ou de production ne pouvait que bénéficier aux états privilégiés. Ceux-ci continuèrent à détenir le monopole de la commercialisation des grains et augmentèrent même leurs bénéfices, au détriment des consommateurs et des producteurs.

On comprend d’autant mieux la multiplication des projets de réformes pour l’agriculture et la campagne qui essaient de s’attaquer plus sérieusement peut-être aux racines du problème. Cet intérêt va s’exprimer aussi à travers la création d’institutions telles que les Sociétés Économiques et la publication d’une quantité importante de textes agronomiques.

C'est en gardant présent en mémoire l'essentiel de ces contradictions que l'on doit aborder la lecture des trois textes *El informe sobre el expediente de la ley agraria* de Jovellanos, *El semanario de agricultura y artes dirigido a los párrocos* et *El Evangelio en triunfo* de Pablo de Olavide.



## Bibliographie

- Alonso Castroviejo, Jesús Javier, *Problemática agraria y solución burguesa, Logroño, 1750-1833*, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 1991.
- Alonso Castroviejo, Jesús Javier, «La tierra a mediados del siglo XVIII»; «La renta de la tierra 1700-1833» in *Historia de la ciudad de Logroño, Edad moderna*, coordinador J.L. Gómez Urdáñez, Logroño, 1995, t IV, pp. 177-192 et pp. 239-245.
- Anes, Gonzalo, *Las crisis agrarias en la España moderna*, Madrid, Taurus, 1970.
- Ardit, Lucas Manuel, *Revolución liberal y revuelta campesina; un ensayo sobre la desintegración del régimen feudal en el país valenciano (1793-1840)*, Barcelona, Ariel, 1977.
- Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 1979, 3 tomes.
- Buigues, Jean Marc, *Économie, société, mentalités en Vieille Castille au dix-huitième siècle: la ville de León et sa juridiction*, Montpellier, thèse dactylographiée pour le doctorat nouveau régime, 1991.
- Carbajo Isla, Maria F., *La población de la villa de Madrid desde finales del siglo XVI hasta mediados del siglo XIX*, Madrid, Siglo XXI, 1987.
- Castro, Concepción de., *El pan de Madrid, el abasto de las ciudades españolas del Antiguo Régimen*, Madrid, Alianza Universidad, 1987.
- Domínguez Ortiz, Antonio, *La sociedad española en el siglo XVIII*, Madrid, CSIC, 1955.
- Domínguez Ortiz, Antonio, *Sociedad y Estado en el siglo XVIII*, Barcelona, Ariel, 1976.
- Elorza, Antonio, *La ideología liberal en la Ilustración española*, Madrid, Tecnos, 1970.
- Equipo Madrid de Estudios Históricos, *Carlos III, Madrid y la Ilustración, contradicciones de un proyecto reformista*, Madrid, Siglo XXI, 1988.
- Giménez López, Enrique, *Alicante en el siglo XVIII, economía de una ciudad portuaria en el Antiguo Régimen*, Valencia, Institució Alfons el Magnanim, 1981.
- Grupo 73, Artola, Miguel (dir), *La economía del Antiguo Régimen, el señorío de Buitrago*, Madrid, Universidad Autónoma de Madrid, 1973.
- Madrazo, Santos, *El sistema de transporte en España, 1750-1850*, Madrid, Turner, 1984, 2 volumes.
- Marti, Marc, *Ville et campagne dans l'Espagne des Lumières (1746-1808)*, Saint Étienne, Publications de l'Université de Saint Étienne, Cahiers du Grias, 1997.

Palop Ramos, J.M., *Hambre y lucha antifeudal, las crisis de subsistencias en Valencia, siglo XVIII*, Madrid, Siglo XXI, 1977.

Pérez Moreda, Vicente, *Las crisis de mortalidad en la España interior. Siglos XVI-XIX*, Madrid, 1981.

Plaza Prieto, Juan, *Estructura económica de España en el siglo XVIII*, Madrid, CECA, 1976.

Rudé, George, *Protesta popular y revolución en el siglo XVIII*, Barcelona, Ariel, 1978.

Soubeyroux, Jacques, «Le motín de Esquilache et le peuple de Madrid», *Caravelle*, n° 31, 1978, pp. 59-74.

Soubeyroux, Jacques, *Paupérisme et rapports sociaux à Madrid au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Lille, atelier de reproduction des thèses universitaires de Lille III, 1978.

Vilar, Pierre, *La Catalogne dans l'Espagne Moderne*, SEVPEN, 1962, 3 vol.

Vilar, Pierre, «El motín de Esquilache y las crisis del Antiguo Régimen», *Revista de Occidente*, XXVI, febrero de 1972, pp. 199-249.